



Coordination Française Marche Mondiale des Femmes

COMMUNIQUE

25 novembre 2007

Journée de lutte contre les violences envers les femmes

Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes Dans la Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité, nous, militantes de la Marche Mondiale des Femmes, affirmons le monde que nous sommes en train de construire : un monde où "*tous les êtres humains vivent libres de toute violence ; où aucun être humain n'appartient à un autre ; où aucune personne ne peut être tenu en esclavage, forcée au mariage, subir le travail forcé, être objet de trafic, d'exploitation sexuelle.*"

Le 25 de novembre 2007 - Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, nous sommes mobilisées autour du monde pour réaffirmer les valeurs de la Charte : la liberté, la paix, la justice, la solidarité et l'égalité.

Nous condamnons le patriarcat, ce système plusieurs fois millénaire d'inégalités, d'exploitation, de privilèges, de discriminations, de valeurs, de normes, de politiques, basé sur la prétention qu'il existerait une infériorité naturelle des femmes en tant qu'êtres humains. C'est ce système qui génère les violences.

Nous condamnons le machisme qui nie le droit à l'autonomie du corps, sexuelle et reproductive, et au plaisir des femmes. Le machisme réduit les femmes à des objets sexuels, condamne les lesbiennes et fait le lit du sexisme, de la prostitution, du trafic sexuel.

Nous condamnons le racisme, qui se combine avec l'oppression de classe et de genre, et empirent les conditions de vie des femmes paysannes, autochtones, afro-descendantes et migrantes.

Nous condamnons la mondialisation capitaliste néolibérale qui s'appuie sur la division sexuelle du travail pour créer des inégalités supplémentaires entre les hommes et les femmes, terreau plus que favorable à l'accroissement des violences. Nous voulons mettre fin à ces violences !

Cette journée est un hommage aux trois soeurs Mirabal, assassinées sur l'ordre du dictateur Trujillo, en République Dominicaine, le 25 novembre 1960.

Encore aujourd'hui, des États autoritaires utilisent la violence contre les femmes activistes des mouvements des femmes et des mouvements sociaux. Cette dernière semaine, nous avons reçu des appels à la solidarité de femmes réprimées au Burma, en Colombie, en Guinée, en Iran et au Pakistan^[1].

Où il y a violence, il y a résistance. Les femmes mexicaines dénoncent les liens entre la militarisation, la criminalisation des pauvres et la violence patriarcale. Dans la campagne "Un million de signatures pour la sécurité des femmes", elles amplifient les voix des victimes abusées sexuellement dans les zones de frontières avec les Etats-Unis, zone militarisées ou dans des situations de répression comme à Oaxaca et Atenco.

Nous savons, malgré tout, que l'impunité peut être brisée par la force des femmes qui s'organisent. Le 04 décembre 2006, les femmes philippines ont réussi à faire en sorte qu'un militaire américain ayant violé une philippine soit déclaré coupable. C'est la première fois qu'un militaire américain a été amené devant un tribunal et qu'on applique la loi anti-viol en vue de renforcer les droits des femmes et de mettre à

l'épreuve l'exercice de la souveraineté nationale, pour un crime impliquant le VFA (Visiting Forces Agreement).

Notre organisation doit être très forte et enracinée pour contrer la violence quotidienne dont souffrent les femmes des régions en conflit. Nous sommes solidaires avec les femmes qui combattent la violence envers les femmes - l'abus sexuel, le viol, l'esclavage sexuel et domestique, la torture, l'assassinat - au Kivu en République Démocratique du Congo et au Darfour au Soudan. Nous demandons la punition des responsables et la résolution des conflits avec la participation des femmes.

Des discours évoquant les droits de femmes et le besoin de les " protéger " sont utilisés pour justifier les occupations militaires (par exemple, en Afghanistan) et l'augmentation du racisme et de l'intolérance. En Irak, en Palestine, tout comme ailleurs, où les femmes sont très nombreuses parmi les victimes des guerres et sont aux prises avec la survie matérielle, dans un contexte de destruction des infrastructures, et la survie émotionnelle, dans un contexte d'insécurité totale.

La violence envers les femmes n'est pas un phénomène de culture, ni de pays ou de classe sociale. La violence est transversale et nous concerne toutes. Nous n'acceptons pas qu'une rhétorique sur les droits des femmes soit utilisée pour nourrir la xénophobie et la répression des immigrant-es.

Aucune violence envers les femmes ne doit être tolérée. C'est dans ce sens que les Européennes lancent la campagne "Ni Una Mas ! Pas une de plus ! No One More ! " mettant l'accent sur la violence conjugale. Elles demandent que les lois-cadres sur la violence envers les femmes soient votées et appliquées dans toutes leurs dimensions : prévention, centres d'accueil des femmes, actions pour l'indépendance économique des femmes, etc... Elles insistent sur le rôle des associations féministes qui font du travail de terrain et interviennent sur les causes de la violence envers les femmes.

Nous avons des demandes vers les États. Mais nous faisons aussi appel à notre responsabilité individuelle et collective de femmes et d'hommes, pour prendre position contre les violences sexistes partout où nous les rencontrons.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

Contact : *Coordination Française Marche Mondiale des Femmes ; 25/27, rue des Envierges, 75007 Paris ; 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25 :*
Marchfem@rezisti.org, site : www.marchemondialedesfemmes.org